



Conseil économique et social

Distr. générale
1er juillet 1998
Français
Original: anglais

Session de fond de 1998

New York, 6-31 juillet 1998

Point 8 de l'ordre du jour provisoire*

Application des résolutions 50/227 et 52/12 B de l'Assemblée générale

Emploi des dividendes pour le développement

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1-7	3
II. Réseaux pour le développement	8-15	4
III. Propositions	16-44	5
A. Promotion du commerce électronique (CNUCED)	16-18	5
B. Mise en place en Afrique d'un réseau de compétences en matière d'analyse d'orientation économique et sociale (Commission économique pour l'Afrique)	19-21	6
C. Élargissement de l'accès des pays en développement ou en transition aux données concernant l'environnement, par connexion avec le système de télécommunication par satellite Mercure	22-24	8
D. Système informatique et de télétransmission pour l'action internationale et nationale contre la drogue (Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues)	25-28	9
E. Établissement de moyens logistiques et de réseaux pour la réalisation du Programme pour l'habitat dans les pays les moins avancés	29-32	10

* E/1998/100.

F.	Centre du développement accessible en ligne (Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies)	33–36	11
G.	Réseau de recherche pour l'analyse des politiques à l'échelle mondiale (Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies)	37–40	12
H.	Activités pour l'application d'Action 21, de la Déclaration et du Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social de Copenhague et de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing (Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies)	41–44	13
Annexe			
	Besoins de ressources par projet		16

I. Introduction

1. Le Secrétaire général présente ici les activités qu'il est proposé de financer à l'aide du Compte pour le développement dont il a recommandé la création dans son programme de réformes («Rénover l'Organisation des Nations Unies : un programme de réformes» (A/51/950, décisions 21 et 22), et dont il a développé le concept dans un rapport complémentaire [«Des dividendes pour le développement» (A/51/950/Add.5)].
2. Cette présentation répond aux instructions de l'Assemblée générale, qui, dans sa résolution 52/235, «Compte pour le développement», a demandé au Secrétaire général (par. 6) de soumettre avant le 31 juillet 1998 aux organes intergouvernementaux compétents des propositions d'activités à réaliser à l'aide des fonds qui seraient disponibles au titre d'un nouveau chapitre (chap. 34) du budget-programme 1998-1999 se rapportant à ce compte.
3. Les activités proposées ci-après ont été conçues dans les limites d'un montant total de 13 065 000 dollars, ce qui devrait permettre d'obtenir un maximum de résultats. Elles correspondent aux priorités et aux sous-programmes définis dans le plan à moyen terme 1998-2001 et concourent à leur réalisation.
4. Le Compte pour le développement est placé sous la responsabilité du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales (Secrétariat), auquel revient aussi l'initiative de convoquer le Comité exécutif pour les affaires économiques et sociales. Ce comité regroupe le Département des affaires économiques et sociales (Secrétariat), la CNUCED, le PNUE, le Centre des Nations Unies pour les établissements humains, le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues, les commissions régionales, l'Université des Nations Unies et les instituts de recherche et de formation. Entre autres attributions, il doit veiller de près à la cohésion des politiques et à l'économie de moyens dans les activités dans les sphères économique et sociale, en particulier faire en sorte que les programmes produisent le plus de résultats possible avec un minimum de frais administratifs. Le Comité a fait ressortir dans sa déclaration de principes, la nécessité de faciliter la participation effective des pays en développement aux actions de portée générale, et de trouver un équilibre entre la dimension mondiale et la dimension régionale des actions de développement axées sur le travail d'analyse, l'établissement de cadres directeurs et l'assistance technique. Les mesures proposées ici, qui ont été établies par les divers organismes membres du Comité (lesquels seront également responsables de la réalisation de ces projets), répondent à ces grands objectifs et à la vocation du Compte pour le développement telle que l'a exposée le Secrétaire général (A/52/848).
5. L'Agenda pour le développement met en pleine lumière le rôle dévolu aux organismes des Nations Unies dans la relance du développement. Dans un monde où l'économie ne connaît plus de frontières, échappe de plus en plus aux restrictions et dont tous les éléments sont interdépendants, il faut tout particulièrement s'employer, à l'échelon national et international, à élargir la portée des bienfaits de la mondialisation et veiller à ce que les pays en développement, en particulier les moins développés d'entre eux, ne se trouvent pas marginalisés. Pour mener à bien le processus de développement, cette difficulté primordiale, ces pays doivent à la fois assurer leur croissance économique et bénéficier de bonnes conditions générales extérieures. C'est sur cette toile de fond que s'inscrivent les actions envisagées ici.
6. Ces actions à financer avec les fonds constituant les dividendes pour le développement pendant les deux années 1998-1999 reposent sur la notion de réseau. Elles représentent ce que les Nations Unies peuvent faire pour faciliter l'accès des pays en développement aux

réseaux d'information mondiaux et régionaux et les aider à tirer pleinement parti des possibilités ainsi offertes.

7. On trouvera ci-après un exposé de cette notion générale de réseau pour le développement (sect. II), suivi d'un certain nombre de propositions d'action précises, qui ont été établies par consensus dans le cadre du Comité exécutif pour les affaires économiques et sociales.

II. Réseaux pour le développement

8. Cette notion découle de la constatation de plus en plus claire que, pour qu'un pays ne reste pas à l'écart du courant de la mondialisation mais au contraire en recueille les bienfaits, il est capital qu'il ait véritablement accès, sans restrictions, au réseau mondial d'information qui est en train de se former. En l'espace d'une dizaine d'années seulement, les nouvelles techniques de l'information ont révolutionné les opérations de commerce et de banque, l'univers du spectacle, les services, le travail à la chaîne, l'enseignement, les soins de santé. Elles permettent la diffusion quasi-instantanée des idées, des valeurs et des modes d'opération et sont devenues des auxiliaires d'enseignement, de recherche scientifique, d'action médicale et de culture. L'information aujourd'hui déborde très largement le domaine des médias, ouvrant un peu partout des perspectives de transformation, y compris de nouvelles idées pour le développement.

9. C'est ce que vient de rappeler la Commission du développement social, qui, dans les conclusions qu'elle a adoptées pour les soumettre au Conseil économique et social (résolution 36/1), a souligné que l'information n'est pas seulement un produit de consommation et qu'il est indispensable d'y avoir accès pour pouvoir s'intégrer complètement dans le courant de l'activité dans tous les domaines, y compris dans l'économie mondiale. Il faudrait définir des politiques qui favorisent de nouvelles approches de l'information – de l'établissement de son contenu, de sa diffusion, de son utilisation – et assurent à moindres frais une participation générale, sans exclusion. Pour éviter que le fossé entre «les riches et les pauvres de l'information», c'est-à-dire surtout entre le monde développé et le monde en développement, ne se creuse encore davantage, il est impératif d'établir les stratégies à suivre pour déterminer où il faut faire porter l'effort en priorité et pour inciter à le consentir, notamment à faciliter l'accès à la technique afin de donner les mêmes chances à tous. Il faudrait en particulier favoriser l'accès des pays en développement aux nouvelles autoroutes de l'information.

10. Les courants d'information – c'est-à-dire les techniques de la communication – sont, ils l'ont prouvé, l'un des grands moteurs de la mondialisation. Les nombreux pays en développement qui restent en marge de l'économie mondiale ne parviendront pas à s'y intégrer s'ils n'améliorent pas dans une large mesure leurs moyens d'accès aux grands réseaux internationaux d'information. Ils ont aussi un besoin extrême de fonds de données pour pouvoir gérer leur économie, leur secteur social et leur environnement, notamment pour réaliser et surveiller leurs programmes individuels et ceux qui concernent l'ensemble de leur région et pour donner suite aux recommandations des grandes conférences des Nations Unies tenues ces dernières années.

11. Pour faciliter l'insertion de ces pays dans l'économie mondiale, une solution à moindres frais consiste à mettre les techniques modernes de l'information à leur disposition. Ils pourront ainsi être informés à temps, ce qui est capital, confronter leurs expériences et se faire connaître les uns aux autres les meilleurs modes d'opération et faire de même avec le monde développé. Ils pourront d'autant mieux aussi se doter des moyens structurels nécessaires pour intégrer

les dimensions économique, sociale et environnementale du développement, comme l'ont recommandé les conférences des Nations Unies.

12. La révolution de l'information donne les moyens d'assurer l'interconnexion de plus en plus indispensable entre les gouvernants et entre les instituts de recherche des pays en développement. Elle permettra aussi à ces réseaux de premier niveau de se connecter avec le reste du monde, notamment avec les services des Nations Unies qui réalisent des études d'orientation et autres analyses.

13. Les réseaux d'experts doivent avoir un objet bien précis. Les nombreuses recommandations issues de la série de conférences des Nations Unies sur la mise en place de moyens d'action peuvent être ce fil conducteur. Les efforts que font individuellement les pays avec l'aide, notamment, des Nations Unies peuvent se doubler d'arrangements concrets qui permettront à ces pays de mettre en commun leurs savoirs, les enseignements de leurs expériences et leurs idées.

14. Le Secrétaire général a annoncé dans son programme de réformes qu'il renforcerait la coopération Sud-Sud et exploiterait les possibilités qu'offrent les nouveaux moyens de la communication. Un grand pas sera fait en ce sens si on concentre les dividendes pour le développement sur l'établissement de ces réseaux que les techniques modernes rendent possibles.

15. Le Secrétaire général expose ci-après les huit propositions qui ont été faites.

III. Propositions

A. Promotion du commerce électronique (CNUCED)

Objectifs

16. Éclairer les responsables et les négociateurs des pays en développement ou en transition sur la nature du commerce électronique et les questions qu'il soulève, et les aider à surmonter certains des obstacles qui les empêchent d'adopter cette technologie, notamment les difficultés d'accès aux réseaux et aux moyens matériels nécessaires.

Justification

17. Le commerce électronique retient maintenant l'attention des instances multilatérales, qui ont pris conscience des effets qu'il peut avoir sur le commerce international et le développement – c'est en particulier un excellent moyen d'abaisser les prix, du fait qu'il supprime les intermédiaires et assure l'intégration directe dans le courant des échanges mondiaux. Mais les pays en développement ou en transition n'ont pas encore discerné, et encore moins exploité, tous les avantages qu'il présente, car ils n'ont pas suffisamment d'information et ne bénéficient pas d'aide extérieure pour mettre en place cette technologie qui coûte très chère. Les organismes des Nations Unies peuvent jouer un rôle décisif en mettant à leur disposition l'information, le matériel et les moyens d'interconnexion nécessaires, grâce au réseau mondial de pôles commerciaux administré par la CNUCED.

Activités proposées

18. On prévoit les activités suivantes :

a) Établir et maintenir des systèmes d'échange d'informations et d'analyse d'orientation, en particulier à l'intention des responsables de l'administration publique dans

les pays en développement ou en transition, concernant i) l'incidence de l'ensemble de dispositions que l'OCDE, l'OIT et d'autres instances proposent actuellement pour encadrer le commerce électronique; ii) la nature et les conséquences des accords ou normes qui pourraient être établis à l'échelle internationale pour guider dans les différents secteurs la politique des gouvernements en matière de facilitation du commerce et notamment de commerce électronique;

b) Analyser les effets que peuvent avoir sur l'activité commerciale des pays en développement ou en transition les normes et pratiques de l'administration publique et de l'industrie régissant le commerce électronique;

c) Organiser deux réunions où les conclusions et recommandations issues des analyses ci-dessus seront étudiées par des spécialistes de haut niveau;

d) Mettre à la disposition des gouvernements les conseils et le concours d'experts pour les aider à aborder les grandes questions concernant la facilitation du commerce, notamment le commerce électronique;

e) Organiser deux colloques sur le commerce électronique, réunissant des représentants de l'administration publique, du secteur privé et de la société civile;

f) Mettre au point des logiciels très précisément adaptés (par exemple un système de gestion des bases de données permettant d'exploiter les possibilités offertes par le réseau mondial des pôles commerciaux ou des logiciels permettant une gestion entièrement électronique des petites et moyennes entreprises et la transmission de leurs messages en toute sécurité), et les diffuser par le Réseau et son site Web;

g) Élaborer à l'intention des PME des pays en développement ou en transition des cours de formation, avec assistance informatique, sur le commerce électronique considéré du point de vue i) des opérations de l'exportation et de l'importation, ii) des paiements internationaux, iii) du fret, iv) du marketing international, en particulier les possibilités qu'offre l'Internet;

h) Organiser un cours de formation des formateurs (voir ci-dessus) ouvert aux participants de 10 pays pilotes;

i) Assurer à l'intention des pôles commerciaux des services conseils concernant la mise sur pied et la promotion de services commerciaux électroniques à usage des PME avec lesquelles ils traitent;

j) Développer le site Web du Réseau mondial de pôles commerciaux en y intégrant les informations qui conviennent et en mettant au point des modes interactifs pour améliorer la communication avec les interlocuteurs et l'agencer de façon qu'il soit facile à utiliser;

k) Éclairer sur le commerce électronique, en particulier sur les aspects qui intéressent les pays en développement ou en transition.

B. Mise en place en Afrique d'un réseau de compétences en matière d'analyse d'orientation économique et sociale (Commission économique pour l'Afrique)

Objectifs

19. Il s'agit d'enrichir le fonds de compétences sur les questions de développement en Afrique et pour cela de favoriser l'établissement de relations entre professionnels et de réseaux de centres d'études et de spécialistes, africains ou extérieurs au continent, afin que

l'élaboration des politiques puisse être davantage étayée sur des analyses fondamentales et des études d'application. La CEA s'emploiera essentiellement à impulser et faciliter cette entreprise. De même que les États Membres et les composantes des réseaux, elle devrait bénéficier de l'existence d'une trame de compétences véritablement active et il est prévu qu'elle servira de centre de regroupement d'informations pour tout ce qui concerne le développement du continent, et notamment les meilleurs modes d'opération.

Justification

20. La CEA, qui conseille les gouvernements sur les questions d'orientation primordiales qui se posent au niveau national ou régional, n'est pas la seule à réfléchir sur les voies du développement. D'autres organismes, de même que des spécialistes indépendants, en Afrique et ailleurs, étudient eux aussi les choix fondamentaux. S'ils étaient tous connectés et si les résultats de leurs analyses parvenaient plus directement aux responsables, on reconnaîtrait mieux la valeur de leurs travaux, qui auraient davantage d'influence. Le maillage proposé permettra à la CEA de tirer profit à moindres frais des compétences existantes, de façon à constituer une masse critique de talents à mettre au service de la région, et de faire bénéficier les États membres de ses conseils sans délais indus. De leur côté, les membres des réseaux et ceux qui collaborent avec eux auront, du fait qu'il seront associés avec la CEA, une influence plus directe sur les choix des États membres.

Activités proposées

21. On prévoit les activités suivantes :

- a) Analyser les grandes questions d'orientation communes aux divers pays, par exemple les régimes d'échanges et de change, les réaménagements structurels, la promotion du secteur privé;
- b) Analyser les problèmes sous-régionaux, par exemple l'intégration économique, la normalisation dans le secteur des transports, la gestion de l'eau et des autres ressources naturelles;
- c) Analyser les problèmes communs à tout le continent et ceux qui sont d'origine extérieure, par exemple la question de l'environnement planétaire, les échanges internationaux, les arrangements monétaires, la négociation sur la dette extérieure;
- d) Renforcer l'infrastructure de communication par le raccordement électronique des organismes à mettre en réseau;
- e) Instituer un forum des interlocuteurs de réseau, qui devra tenir une réunion tous les ans;
- f) Établir à la CEA un programme d'experts invités qui permettra d'élargir le vivier de spécialistes ayant une expérience directe de l'analyse d'orientation et de son application;
- g) Créer un programme de stage pour permettre aux jeunes cadres africains de se familiariser avec les analyses d'orientation et les études d'application faites par la CEA, les réseaux et les États membres, de contribuer à ces travaux et de se préparer à travailler éventuellement auprès d'organismes de réseau ou d'administrations publiques;
- h) Organiser des échanges de personnel entre les instituts d'études afin que la région puisse tirer profit au maximum des compétences ainsi mises en commun;
- i) Constituer dans les réseaux des bases de données qui seront mises en commun et permettront ainsi de disposer pour les analyses d'un fonds d'informations plus riche, de meilleure qualité et plus accessible;

- j) Instituer dans les réseaux une méthodologie de la recherche, ce qui est particulièrement important pour la qualité des travaux par la suite;
- k) En planifiant comme il convient, réunir tous les moyens nécessaires pour que les programmes de réseau puissent être maintenus après l'exécution du projet proprement dit;
- l) Mettre en place une solide infrastructure qui permette d'exécuter, administrer et surveiller les opérations et de présenter des comptes rendus de situation, et en particulier de seconder le Comité d'étude qu'il est proposé de créer pour diriger la conception du projet.

C. Élargissement de l'accès des pays en développement ou en transition aux données concernant l'environnement, par connexion avec le système de télécommunication par satellite Mercure

Objectifs

22. On veut que les gouvernements aient plus largement accès aux données et autres informations qui leur permettront de mieux assurer un développement durable et de contribuer à une meilleure gestion du milieu naturel et de ses ressources dans leur région et sur l'ensemble de la planète. Certains pays en développement ou en transition disposeront de stations terriennes de télécommunication par satellite (système Mercure) et, s'ils le souhaitent, du réseau local correspondant, de façon à pouvoir mieux obtenir et communiquer les éléments d'information utiles concernant l'environnement et le développement durable.

Justification

23. Le système de télécommunication par satellite Mercure a été lancé en novembre 1997 par le PNUE, grâce à un don de six pays européens. Il a été conçu pour que l'on puisse échanger très rapidement des indications concernant l'environnement; 16 pays possèdent actuellement des stations terriennes appartenant à ce système. Un pays en développement ou en transition qui n'a pas accès à un système très rapide de télétransmission est sérieusement handicapé, car il ne peut guère obtenir les éléments d'information existant en dehors de ses frontières. Même le coût d'accès à l'Internet, pour les pays qui y sont connectés, est bien trop élevé.

Activités proposées

24. On prévoit les activités suivantes :
- a) Mettre à la disposition des pays les stations terriennes du système Mercure (type B) et le matériel connexe;
 - b) Mettre à la disposition des pays (facultativement) un petit réseau local;
 - c) Assurer la formation des responsables des stations terriennes et des réseaux informatiques connexes;
 - d) Assurer régulièrement des services de suivi et d'entretien;
 - e) Fournir régulièrement aux pays l'assistance technique dont ils ont besoin pour accéder par le système Mercure aux éléments d'information qui faciliteront leur planification et leur gestion dans le domaine de l'environnement;
 - f) Assurer l'appui du système Mercure dans l'ensemble du monde (répondeur).

D. Système informatique et de télétransmission pour l'action internationale et nationale contre la drogue (Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues)

Objectifs

25. On veut donner aux pays des moyens de surveiller la production de stupéfiants, la fabrication des préparations à base de substances psychotropes et des précurseurs chimiques, les stocks de substances de cette nature et la consommation de drogue et d'opérer des saisies. Il est donc prévu de mettre à leur disposition un système informatique et de télétransmission multiforme, qui facilitera la collecte et l'analyse des données et les autres aspects de la lutte contre la drogue à l'échelle nationale et internationale, en minimisant les opérations manuelles de collecte, tenue à jour et transmission de l'information. On étendra le système qui existe déjà à un plus grand nombre de pays, en assurant la formation nécessaire pour l'utiliser et en ajoutant de nouveaux modules axés sur divers aspects de la réduction de la demande (système international d'évaluation de la toxicomanie, réduction de l'offre, lutte contre le trafic de stupéfiants, travail de renseignement dans les services de répression).

Justification

26. La production ou fabrication des substances psychoactives et celle des substances chimiques qui servent à les transformer en vue de leur trafic, de même que les transactions commerciales portant sur ces substances, doivent être contrôlées aux échelons national et international. Il faut en effet empêcher que ces substances ne soient détournées vers des usages illicites, tout en laissant les pays disposer des quantités requises pour les usages licites, entre autres médicaux et scientifiques. Il est très difficile de surveiller et de gérer les mouvements de substances contrôlées, car beaucoup de protagonistes interviennent tout au long de la filière. Les services de répression, les autorités douanières, le secrétariat de l'Organe international de contrôle des stupéfiants et les établissements commerciaux doivent tous pouvoir échanger des éléments d'information. Le système informatique et de télétransmission considéré ici a été conçu pour faciliter le contrôle et la gestion des mouvements licites de substances psychoactives et de précurseurs chimiques et l'échange rapide d'informations entre services d'un même pays et d'un pays à l'autre. Son premier avantage est de permettre aux services nationaux de suivre toute la filière des opérations qui sont enregistrées au fur et à mesure dans une base de données informatisée, et de délivrer à partir de ces indications les autorisations, notifications préalables et autres pièces officielles requises pour l'importation ou l'exportation licite des substances. Pour établir ce système, on a d'abord enquêté auprès des pays pour connaître leurs besoins (1990-1994), puis on a conçu et mis à l'essai le progiciel (1995-1996); le système a ensuite été appliqué dans 25 pays (1997-1998); la troisième phase, proposée ici, consistera à l'étendre à d'autres pays encore, en particulier à des pays en développement, et à le perfectionner.

Durée

27. Les opérations s'étendront de 1998 à 2001.

Activités proposées

28. On prévoit les activités suivantes :

a) Multiplier les implantations du logiciel spécialement conçu pour aider à établir les politiques nationale et internationale de prévention et de contrôle en facilitant la transmission, l'analyse et l'exploitation des informations requises;

b) Mettre en place des moyens d'échange d'informations entre les services qui interviennent dans la lutte internationale contre la drogue (par exemple les autorités nationales de santé et de répression, les organes de contrôle des stupéfiants, les organismes régionaux, etc.), en veillant à ce que la souveraineté des pays et leur réglementation concernant les données soient pleinement respectées;

c) Promouvoir l'emploi des techniques modernes pour faciliter les échanges d'informations à moindres frais, la coopération entre pays et entre services à l'intérieur d'un même pays, et perfectionner les méthodes et normes de collecte des données afin qu'elles puissent être plus largement appliquées dans le monde.

E. Établissement de moyens logistiques et de réseaux pour la réalisation du Programme pour l'habitat dans les pays les moins avancés

Objectifs

29. Il s'agit de doter les organes nationaux, en particulier dans les pays les moins avancés, des moyens logistiques qui leur permettront de réunir les savoirs, les informations (convenablement analysées) et les compétences requises pour décider de la politique à suivre et des mesures à prendre dans la réalisation du Programme pour l'habitat et divers programmes se rapportant à l'urbanisme, conformément au chapitre 40 d'Action 21. Pour cela, les secteurs responsables seront dotés d'un surcroît de moyens pour rassembler, analyser, exploiter et échanger les données et autres indications concernant les établissements urbains afin de pouvoir observer les conditions et tendances, recenser les priorités, mesurer les effets des politiques et pratiques et déterminer les meilleurs modes d'opération (c'est-à-dire ceux qu'il faut retenir des initiatives qui permettent d'améliorer effectivement le milieu de vie), les révisions de politique nécessaires et les bonnes mesures à prendre, l'un des meilleurs exemples à cet égard étant une législation qui favorise le développement en milieu urbain, la décentralisation (et la bonne gouvernance) et le logement.

Justification

30. C'est d'abord aux gouvernements qu'il appartient de réaliser le Programme pour l'habitat. Mais ils doivent pouvoir compter pour cela sur la coopération internationale, qui doit en particulier favoriser l'établissement de réseaux, la mise en place de moyens logistiques et l'échange et la diffusion d'informations. Le Programme les engage à constituer des commissions nationales largement représentatives ou à renforcer celles qui existent déjà. Beaucoup de pays se sont déjà dotés de structures pour pouvoir mener les actions qu'il préconise et les activités consécutives. Pour certains d'entre eux, il s'agit maintenant de désigner ou constituer dans les villes les organes qui seront chargés de recueillir, analyser et exploiter à l'échelle locale ou nationale les données et autres indications concernant les conditions et tendances actuellement constatées dans les établissements humains, ainsi que les politiques et stratégies à appliquer, ces éléments devant étayer les décisions sur la politique générale à suivre et les actions précises à entreprendre.

Durée

31. Les opérations s'étendront sur les deux années 1998-1999.

Activités proposées

32. On prévoit les activités suivantes :

a) Concevoir et mettre à l'essai une méthodologie de la collecte, de l'analyse et de l'exploitation des indicateurs urbains et des formules de détermination des meilleurs modes de réalisation et de surveillance des plans d'action nationaux et locaux, ainsi que des auxiliaires de formation;

b) Analyser certains ensembles d'indicateurs, modes d'opération et cadres législatifs dont on peut tirer des enseignements;

c) Organiser quatre ateliers de formation à l'échelle sous-régionale (deux en Afrique, un en Amérique latine, un en Asie), précédés de trois conférences régionales (menées par l'Internet), qui serviront à déterminer les besoins en matière de compétences et d'expérience pratique et à offrir les moyens d'y répondre. Les 120 personnes qui assisteront à ces ateliers (représentants des gouvernements et des collectivités locales, personnalités communautaires et autres, députés, professionnels) s'initieront à l'application des indicateurs urbains et tireront les enseignements des modes d'opération, politiques et cadres législatifs qui ont donné les meilleurs résultats;

d) Organiser une réunion interrégionale pour adapter les auxiliaires de formation et la méthodologie de façon qu'ils puissent être utilisés et enrichis en direct, pour un enseignement télématique qui permettra à tous les participants, entre autres aux commissions nationales, de tirer profit à tout moment des leçons qui se dégagent, du point de vue des méthodes, du fond ou du cadre directif, de la réalisation et de l'observation de l'ensemble des activités, et de confronter avec profit leurs expériences.

F. Centre du développement accessible en ligne (Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies)

Objectifs

33. Il est proposé d'établir un centre du développement accessible en ligne sur l'Internet, c'est-à-dire un point de rencontre à moindre frais, accessible en ligne et offrant des renseignements et un site de discussion sur les problèmes du développement pour contribuer au dialogue Sud-Sud et à l'échange et à la communication des informations dans ce vaste cadre.

Justification

34. L'application des recommandations des récentes conférences mondiales des Nations Unies gagnerait largement à la création d'un mécanisme central, capable de faciliter l'échange d'informations. Le centre dont la création est proposée permettrait d'éviter des dépenses de déplacement puisqu'il procurerait des moyens virtuels utilisables pour rédiger et négocier les rapports et autres documents, pour tenir des ateliers et des séminaires et pour accéder à l'information au sujet des spécialistes de la coopération technique et des personnes et des institutions actives dans les domaines du développement, le tout à travers l'Internet.

Durée

35. La durée suivante est proposée : 1998-1999.

Activités proposées

36. Les activités suivantes sont proposées :

- a) Créer un centre du développement accessible en ligne et un réseau de centres de services sous-régionaux;
- b) Créer des moyens de réunion et de formation en ligne et une bibliothèque virtuelle, avec une interface multilingue;
- c) Créer un répertoire consultable en ligne (par nom, par langue, par pays, par domaine d'intérêt, par exemple) pour faciliter l'entrée en contact, à travers l'Internet, avec les personnes, les organisations non gouvernementales et les fonctionnaires des administrations publiques qui s'occupent des questions de développement dans le monde entier.

**G. Réseau de recherche pour l'analyse des politiques à l'échelle mondiale
(Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat
de l'Organisation des Nations Unies)**

Objectifs

37. Les objectifs proposés sont les suivants : renforcer la capacité des économistes et des décideurs des pays en développement, particulièrement dans les pays les moins avancés, d'analyser et de prévoir les résultats macroéconomiques de ces pays, et élargir et approfondir la portée des analyses de politique générale concernant l'économie mondiale, particulièrement les économies en développement, que le Secrétariat de l'ONU présente dans les rapports d'information générale au Conseil et à l'Assemblée générale.

Justification

38. Les pays en développement sont de plus en plus exposés aux effets de l'environnement économique externe et leur capacité de maintenir la croissance dépendra sans cesse davantage de leur capacité d'analyser les tendances actuelles de leur propre économie et de l'économie mondiale, et de déceler à l'avance l'évolution prévisible de ces tendances afin de concevoir et d'appliquer les mesures de politique économique appropriées. Beaucoup de pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, manquent d'économistes correctement formés, capables de fournir à temps aux décideurs des analyses et des prévisions suffisamment détaillées. Le Secrétariat de l'ONU peut aider à procurer la formation et l'expérience indispensables à travers le réseau international de recherche macroéconomique géré par le projet LINK du Département des affaires économiques et sociales. Le projet cherche à renforcer la participation des organismes de recherche des pays en développement au projet LINK et aux autres mécanismes d'analyse de la politique économique mondiale, y compris les études des problèmes émergents et des tendances critiques dans les domaines économique, social et environnemental.

Durée

39. La durée suivante est proposée : 1999-2000.

Activités proposées

40. Les activités ci-après sont proposées :
- a) Former des chercheurs des pays en développement aux techniques avancées d'analyse macroéconomique, particulièrement en utilisant le réseautage;

b) Améliorer les bases de données économiques et sociales dans les pays en développement et élargir l'accès des organismes de recherche de ces pays aux bases de données mondiales;

c) Renforcer la capacité des institutions des pays en développement pour l'application des stratégies de développement en leur donnant les moyens de mieux suivre les tendances macroéconomiques nationales et internationales;

d) Faciliter la participation des spécialistes des pays en développement aux ateliers et séminaires sur la modélisation et la prévision des politiques macroéconomiques, y compris les activités du projet LINK et les autres activités en cours de l'ONU au sujet de l'analyse des politiques à l'échelle mondiale.

H. Activités pour l'application d'Action 21, de la Déclaration et du Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social de Copenhague et de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing (Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies)

Objectifs

41. Les objectifs proposés sont les suivants : étoffer la capacité dont disposent les mécanismes nationaux et locaux, particulièrement dans les pays les moins avancés, pour rassembler, analyser et mettre en application les connaissances, l'information et le savoir-faire concernant la mise au point des politiques, spécialement l'élaboration de stratégies nationales de développement durable, la prise des décisions et les mécanismes nationaux d'information, afin d'aider à donner effet aux chapitres 8 et 40 d'Action 21; fournir des conseils sur la conception des programmes, suivre les progrès accomplis et évaluer l'efficacité des programmes et des projets pour poursuivre les objectifs du Sommet mondial pour le développement social; donner des conseils sur le renforcement des mécanismes nationaux de promotion de la femme, sur la diffusion des technologies nouvelles parmi la population féminine et sur l'élargissement du rôle des femmes dans la prise des responsabilités et dans la vie publique, suivant les recommandations de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing. Cette action sera menée en renforçant, chez certains groupes d'agents essentiels, la capacité de rassembler, d'analyser, d'échanger et d'utiliser les données et l'information, de définir les priorités et d'évaluer les conséquences des politiques et des pratiques; elle prendra aussi la forme d'échanges de pratiques optimales qui offrent des occasions de tirer les enseignements des initiatives réussies et d'évaluer les conséquences qui en résultent pour les changements de politique économique et la législation habilitante. Ces activités permettront de préciser les directives, d'enrichir l'expérience et de multiplier les pratiques optimales au stade de l'élaboration des stratégies nationales, et de diffuser ces directives et l'information qui s'y rapporte afin d'aider les pays à exécuter les engagements pris à ces conférences mondiales.

Justification

42. L'encouragement à l'application d'Action 21, de la Déclaration et du Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social de Copenhague et de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing sont des priorités du plan à moyen terme approuvé pour la période 1998-2001. L'élaboration des politiques appropriées, le réseautage, la création de capacités et l'échange et la diffusion des informations sont essentiels à l'application de ces programmes. Action 21 appelle les gouvernements à établir des stratégies

nationales de développement durable et des programmes de suivi de leur application, à améliorer l'information servant à la prise des décisions, à créer des conseils nationaux du développement durable et à favoriser une plus large participation des groupes de la société civile. La Déclaration et le Programme d'action du Sommet de Copenhague invite les gouvernements à renforcer davantage ou à créer de vastes mécanismes participatifs nationaux et locaux d'application et de suivi, basés sur le partenariat entre les pouvoirs publics (collectivités territoriales comprises), les organisations non gouvernementales, les groupes de citoyens, les associations professionnelles et le secteur privé. La Déclaration et le Programme d'action de Beijing prie instamment les gouvernements d'établir des mécanismes nationaux appropriés ou de renforcer ceux qui existent déjà pour donner effet à la promotion de la femme et pour élargir la participation des femmes et intégrer l'analyse par sexe dans les politiques et les programmes. De nombreux pays ont besoin d'une aide supplémentaire dans l'action qu'ils ont entreprise pour appliquer toutes les conséquences des engagements pris à ces conférences mondiales dans le fonctionnement de leurs mécanismes de décision et pour améliorer les systèmes d'information destinés aux décideurs.

Durée

43. La durée suivante est proposée : 1998-1999.

Activités proposées

44. Les activités suivantes sont proposées :

- a) Organiser un maximum de 10 réunions consultatives régionales pour discuter des expériences nationales et échanger des informations sur la mise au point et l'application des méthodes/stratégies nationales et sur les expériences des pays au sujet de l'application d'Action 21, de la Déclaration et du Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social de Copenhague et de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing;
- b) Fournir des services consultatifs pour aider les pays les moins avancés qui en feront la demande à élaborer des stratégies nationales de développement durable;
- c) Poursuivre l'aide et la mise au point des méthodes pour établir une liste minimum d'indicateurs du développement durable, en coopération étroite avec les 22 pays-tests, et créer des capacités dans ces pays pour la mise en oeuvre complète du programme d'indicateurs;
- d) Organiser et conduire des ateliers régionaux et sous-régionaux pour soutenir les activités de création de capacités en rapport avec les indicateurs du développement durable, notamment pour aider les pays à incorporer aux processus nationaux de décision des systèmes et des techniques d'information modernes;
- e) Procurer une aide aux pays en développement dans le domaine des indicateurs du développement durable par l'intermédiaire de consultations régionales et sous-régionales de spécialistes pour étudier les problèmes techniques, trouver des solutions, débloquer les situations et aplanir les difficultés;
- f) Mettre au point des mécanismes prototypes adaptés aux conditions nationales et locales pour renforcer la conception, le suivi et l'évaluation participatifs des programmes;
- g) Établir des directives et des manuels destinés aux initiateurs et aux participants qui interviennent dans les mécanismes nationaux et locaux en rapport avec l'application de la Déclaration et du Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social de Copenhague;

- h) Rédiger des manuels et des documents d'information sur les techniques participatives d'évaluation sociale;
- i) Organiser six réunions de groupes d'experts (de 20 participants chacun) pour discuter de l'expérience des mécanismes de suivi et de rapport concernant les activités entreprises par les pays pour appliquer la Déclaration et le Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social de Copenhague et pour identifier les obstacles à la mise en oeuvre effective et pour suivre l'état d'avancement;
- j) Organiser trois ateliers interrégionaux pour renforcer les mécanismes nationaux de promotion de la femme afin de discuter des expériences en rapport avec l'application du Programme d'action de Beijing, en particulier au sujet du rôle des femmes dans la prise des décisions;
- k) Organiser cinq conférences Internet sur l'application du Programme d'action de Beijing pour permettre aux organisations non gouvernementales de femmes, particulièrement dans les pays en développement, de mettre en commun leurs expériences et leurs pratiques optimales et de contribuer à l'examen et évaluation de la mise en oeuvre du Programme d'action de Beijing prévu pour juin 2000.

Annexe

Besoins de ressources par projet

(En dollars des États-Unis)

<i>Titre du projet</i>	<i>Montant</i>
Promotion du commerce électronique (CNUCED)	1 980 000
Mise en place en Afrique d'un réseau de compétences en matière d'analyse d'orientation économique et sociale	2 500 000
Élargissement de l'accès des pays en développement ou en transition aux données concernant l'environnement, par connexion avec le système de télécommunication par satellite Mercure (PNUE)	2 215 000
Système informatique et de télétransmission pour l'action nationale et internationale contre la drogue (PNUCID)	1 100 000
Établissement de moyens logistiques et de réseaux pour la réalisation du Programme pour l'habitat dans les pays les moins avancés (Habitat)	945 000
Centre du développement accessible en ligne (Département des affaires économiques et sociales)	510 000
Réseau de recherche pour l'analyse des politiques à l'échelle mondiale (Département des affaires économiques et sociales)	725 000
Activités pour l'application d'Action 21, de la Déclaration et du Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social de Copenhague et de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing (Département des affaires économiques et sociales)	2 330 000
Total	12 305 000